

Invité            Thierry Coville, chercheur à l'IRIS

Journalistes    Bertrand Henne  
                     Georges Lauwerijs

L'invité du 7-9

GL : - On revient ce matin avec un décodage sur l'accord intervenu ce week-end sur le nucléaire iranien. Est-ce une véritable avancée ? C'est en tout cas une dédramatisation de ce dossier. On en parle ce matin, Bertrand Henne, avec un spécialiste de l'Iran, il s'agit de Thierry Coville.

BH : - Oui, qui est chercheur à l'Institut des Relations Internationales et Stratégiques à Paris, spécialiste de l'Iran et auteur notamment de « La Révolution Invisible » paru aux Editions de la Découverte en 2007. Bonjour Thierry Coville.

TC : - Bonjour.

BH : - « Le monde est devenu plus dangereux car le régime le plus dangereux au monde a fait un pas significatif vers l'acquisition de l'arme la plus dangereuse au monde ». Déclaration forte de Benyamin Netanyahou, le premier ministre israélien hier. Thierry Coville, selon vous, est-ce que le monde est plus dangereux ou moins dangereux qu'hier ?

TC : - Je pense que le monde est moins dangereux parce qu'on a fait un premier pas dans le règlement de cette crise. Et ceux qui critiquent cet accord ne proposent que des sanctions supplémentaires ou la solution par la force donc c'est un premier pas vers le règlement pacifique de ce problème.

BH : - Ce matin, toute la presse titre sur un accord historique, c'est le mot qui revient le plus souvent dans le dossier du nucléaire iranien. Mais des accords il y en a eu par le passé et à chaque fois, ça a été un échec, Téhéran accélérant son programme. Est-ce que cette fois-ci on a des raisons d'être plus optimistes, est-ce que vous avez des raisons d'être plus optimiste Thierry Coville ?

TC : - Oui. Disons que c'est quand même la première fois où il y a un accord entre... Il y avait eu un accord avec les pays européens, je vous rappelle en 2003. Mais là, c'est la première fois depuis 2002 qu'il y a un accord avec les 5 + 1 donc les 5 membres du conseil de sécurité et l'Allemagne et l'Iran. Il ne faut pas être non plus trop idéaliste. Chaque pays a ses intérêts, chacun a ses intérêts mais je veux dire, c'est un accord intérimaire qui va durer 6 mois, le temps de préparer un accord final. Moi je trouve que c'est un premier pas positif comme je vous le répète vers le règlement pacifique de ce problème qui empoisonne les relations internationales depuis 11 ans.

BH : - Si l'accord est respecté - évidemment il faudra voir dans les prochaines semaines si tant les promesses des occidentaux de desserrer l'étau des sanctions que de la mise en place du plan sur le terrain fonctionne en Iran - mais si l'accord est respecté, l'Iran pourra donc avoir une industrie nucléaire civile mais pas militaire. C'est ça l'idée ? C'est que le programme nucléaire civil iranien est quand même validé ?

TC : - Oui tout à fait. Si vous voulez, je trouve que l'intelligence notamment d'Obama c'est d'avoir compris qu'on ne pouvait pas sortir de ce dossier si on ne reconnaissait pas le droit, à mon avis légitime, de l'Iran d'enrichir l'uranium. Par contre, il fallait avoir des garanties que cette disposition ne conduise pas à la capacité de fabriquer l'arme atomique. C'est les contours de l'accord qui a actuellement été négocié.

BH : - Avec déjà des désaccords dans l'accord si on peut s'exprimer comme ça, notamment sur ce point-clé de l'enrichissement de l'uranium. Pour construire une arme nucléaire, il faut de l'uranium enrichi à près de 90%, l'Iran avait déclaré en enrichir à 20%. Ici, l'Iran peut continuer à enrichir son uranium mais avec des limites. C'est ça l'idée ?

TC : - C'est ça. Ils ne pourront pas enrichir à plus de 5% qui est la limite pour une énergie nucléaire civile.

BH : - Oui. Et l'Iran a tout de suite affirmé son droit à l'enrichissement, ce qui a été contesté par les Etats-Unis dans l'heure. Est-ce que ça veut dire que l'encre n'est pas encore sèche, qu'il y a déjà des désaccords sur ce qui a été signé à Genève ? Thierry Coville ?

TC : - Pas vraiment. Vous savez, dans ce type d'accords il y a quand même beaucoup de tensions. Chaque camp essaie de montrer qu'il a véritablement gagné donc il n'a pas été dit explicitement dans le texte que l'Iran a le droit d'enrichir l'uranium mais on les laisse enrichir jusqu'à 5% vous voyez. Et du côté américain, on veut dire qu'on ne les autorise à enrichir qu'à moins de 5% et ils n'ont pas le droit d'aller vers le militaire.

BH : - Ça veut dire que l'Iran garde ses centrifugeuses, il garde son droit à l'enrichissement, on l'a dit. Il ne démantèle aucune des installations mais on va dire, gèle ses activités, notamment à Natanz, à Fordo, aux réacteurs lourds d'Arak qui cristallisent beaucoup d'inquiétudes de la communauté internationale. Ça veut dire que l'Iran n'enlève rien, c'est juste finalement geler la situation. C'est ça qu'il se passe Thierry Coville ?

TC : - Pas vraiment. C'est qu'ils arrêtent d'enrichir quand même à 20% ce qu'ils avaient commencé à faire. Ils doivent aussi neutraliser le stock d'uranium qui a été enrichi entre 5 et 20%. Ils doivent entreprendre des gestes significatifs. Mais si vous voulez, c'est toujours pareil dans ce type d'accord, c'est du donnant-donnant. Comme vous l'avez dit, l'Iran doit mener tout ça donc n'enrichir qu'à 5%. En échange, ils attendent une diminution significative d'un certain nombre de sanctions qui ont été prises contre eux.

BH : - Et sur le fond, l'Iran reste bien ce qu'on appelle dans le jargon de la stratégie internationale, un pays du seuil. C'est-à-dire un pays qui serait capable rapidement de se doter de l'arme nucléaire ?

TC : - Si vous voulez, c'est le cas entre parenthèse pour tous les pays qui ont de l'énergie nucléaire civile. Donc là, effectivement on reconnaît à l'Iran, et à mon avis c'est ce qui était important pour sortir de cette crise, ce qu'on reconnaît à tous les pays qui sont signataires du TNP c'est qu'ils ont le droit d'utiliser l'énergie nucléaire à des fins civiles.

BH : - Est-ce qu'on assiste notamment avec les relations dans les Etats-Unis mais plus globalement à une normalisation de l'Iran dans la politique internationale et dans la stratégie régionale aussi. Est-ce que c'est un premier pas vers un Iran normalisé ?

TC : - Tout à fait. Je crois que c'est aussi pour ça que les observateurs pensent qu'il y a côté historique dans cet accord. C'est que manifestement, avec le nouveau président Rohani, il y a quand même l'objectif d'avoir effectivement une normalisation des relations. Moi je pense que ce qui change tout, c'est la reprise des relations avec les Etats-Unis. C'est la première fois que les deux pays commencent à se reparler. On sait qu'ils ont commencé à négocier ensemble donc c'est ça qui change tout.

BH : - C'est une victoire de la diplomatie américaine cet accord Thierry Coville ? Parce qu'on a beaucoup souligné le 5 + 1, c'est évidemment un groupe qui comprend l'ensemble des pays du conseil de sécurité de l'ONU plus l'Allemagne vous l'avez dit et l'Iran bien sûr. Mais ce sont les Etats-Unis qui ont joué un rôle-clé, c'est eux qui ont changé de stratégie ?

TC : - Oui oui tout à fait. Si vous voulez, il y a les deux choses. Il y a la conjonction, dans ces cas-là ce n'est jamais un seul pays. Mais c'est vrai qu'avec l'élection de Rohani et la volonté aussi du régime et du guide Ali Khamenei en Iran de négocier avec les Etats-Unis, ce n'était pas rien de leur côté. Mais c'est vrai que Barack Obama, d'ailleurs depuis qu'il est élu, a toujours dit qu'il voulait négocier avec l'Iran et il est resté constant dans cette politique. Je pense qu'il a pris des risques en terme de politique intérieure mais c'est l'intérêt des Etats-Unis, on va dire aussi du Moyen-Orient, on va dire aussi du monde, qu'ils reprennent des relations avec l'Iran.

BH : - L'Iran qui est un acteur-clé dans la région notamment on le voit bien en Syrie où l'Iran soutient le régime de Assad. Est-ce que cette normalisation ou ce début de normalisation, ça pourrait aussi avoir des conséquences régionales et peut-être plus tard dans le règlement du conflit syrien ? Sans faire de politique fiction, est-ce que ce qu'il s'est passé hier pourrait avoir des conséquences vraiment régionales Thierry Coville ?

TC : - Oui. D'ailleurs je pense que ça rentre dans le calcul américain de reprendre les relations avec l'Iran. Ils se sont rendu compte qu'ils ne peuvent pas régler un certain nombre de crises en laissant l'Iran de côté. C'est la pire des solutions, c'est pour ça que ceux qui critiquent cet accord à mon avis, sont à côté de la plaque. En laissant l'Iran à côté de la communauté internationale, on lui donne le rôle de celui qui va créer le désordre. Autant les intégrer pour qu'ils puissent – je ne dis pas qu'ils vont régler toutes les crises, ils ont leurs intérêts – mais jouer un rôle beaucoup plus constructif qu'auparavant. Vous avez parlé de la Syrie, il y a aussi l'Irak qui est encore en quasi-guerre civile. Il y a l'Afghanistan qui n'est pas stabilisé. Donc les Américains ont compris qu'ils ont besoin de l'Iran pour un peu stabiliser la région.

BH : - Sur le plan intérieur, vous l'avez dit tout à l'heure, Hassan Rohani qui est vraiment à l'origine de cet accord, est-ce qu'on peut dire que pour lui, c'est une forme de victoire intérieure parce qu'on sait qu'en Iran, la fonction de présidence, c'est une fonction extrêmement contrôlée et que rien ne se fait sans l'aval des gardiens de la révolution. Donc est-ce que quelque part, pour lui c'est véritablement rentrer dans sa présidence ?

TC : - Oui tout à fait D'ailleurs, c'était très important pour lui parce qu'il s'est engagé vis-à-vis de régler la question nucléaire dans les élections. Il a été élu grâce à ça. Donc tous les courants les plus durs en Iran l'attendaient sur ce point. Ils étaient prêts à dire : Vous voyez, sa méthode ne marche pas. Vis-à-vis du guide cette victoire est très importante. C'est vrai que ça le conforte en termes de politique intérieure iranienne. Ça le rend plus fort pour d'autres politiques. On a parlé de la crise syrienne, éventuellement la politique intérieure iranienne. Ça rend lui et son courant beaucoup plus forts en Iran.

BH : - Au niveau de la politique intérieure, qu'est-ce que ça va changer pour les iraniens cette levée des sanctions ? L'économie en Iran, c'était devenu un pays quasi-exsangue. Est-ce qu'on peut dire ça ? Est-ce que l'Iran était quasi acculé à prendre un accord à Genève pour éviter que son économie ne s'écroule complètement ? C'est ça qui se passait ?

TC : - Non je ne crois pas. Il y a eu beaucoup de communication dans ce domaine. C'est vrai que la situation... ils traversent une crise économique très grave avec une inflation qui est à au moins 50%, le pays était en récession en 2012 mais enfin, ils ont encore des réserves en devises. En plus, attention, il y a une partie des sanctions qui ont simplement été levées. Mais enfin l'idée des autorités iraniennes, c'est qu'une partie des sanctions soit levée on va dire pour cette année 2013 et ensuite 2014. Et de diminuer un petit peu l'inflation, d'avoir un petit peu plus de croissance.

BH : - De ce que je retiens de l'entretien Thierry Coville, c'est que pour vous, le terme « historique » n'est pas galvaudé quand on parle de cet accord ?

TC : - Ah oui tout à fait. Je pense qu'il s'est vraiment passé quelque chose d'important.

BH : - Merci Thierry Coville, chercheur à l'IRIS, spécialiste de l'Iran, auteur notamment de « La révolution invisible ». Merci à vous.